**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ARRETE N°30.286 / 2011**

**fixant le tarif des notaires de Madagascar**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**LE GARDE DES SCEAUX**, **MINISTRE DE LA JUSTICE,**

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°2007‑026 du 12 décembre 2007 portant Statut du notariat à Madagascar ;

Vu le décret n°61-637 du 21 novembre 1961 créant deux offices de notaires à Tananarive ;

Vu le décret n°98-046 du 22 janvier 1998 portant création de nouvelles charges de notaires ;

Vu le décret n°411-2010 du 15 juin 2010 portant création de 76 nouveaux offices  notariaux ;

Vu le décret n°2011-137 du 16 mars 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°2011-140 du 26 Mars  2011 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret n°2008-438 du 05 mai 2008 modifié  et complété par le décret n° 2009-980 du 14 juillet 2009 fixant les attributions du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ainsi que l’organisation générale de son Ministère,

**ARRETE:**

Article premier : Conformément à l’article 84 alinéa 1er de la loi n°2007-026 du 12 décembre 2007 portant Statut du notariat à Madagascar, les sommes dues aux notaires en raison de leurs activités sont déterminées suivant les dispositions ci-après :

**Chapitre I – DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 2 :** Les émoluments dus aux notaires à l’occasion des actes de leur ministère sont fixés conformément aux dispositions du présent arrêté.

Sauf dispositions contraires des tableaux en annexe, ces émoluments comprennent forfaitairement:

1° la rémunération de l’examen des pièces, des projets et d’autres travaux relatifs à l’élaboration et à la rédaction de l’acte ;

2° le remboursement de tous les frais accessoires, tels que frais de papeterie ou de bureau.

Le notaire a droit toutefois au remboursement des sommes dues à des tiers par le client et payées pour le compte de celui-ci, notamment des droits d’enregistrement et de timbre, des taxes hypothécaires, des émoluments d’autres officiers publics ou ministériels, des honoraires d’experts et des frais de publicité imposés par la loi.
**Article 3 :** Les notaires sont rémunérés pour les services rendus dans l’exercice des activités non prévues au chapitre II et compatibles avec la fonction notariale par des honoraires fixés d’un commun accord avec les parties.
Sont notamment rémunérés, conformément à l’alinéa précédent, les consultations données par les notaires ainsi que tous les soins et conseils.

Dans tous les cas, le client doit avoir préalablement été informé du caractère onéreux de la prestation de services et du montant estimé ou du mode de calcul de la rémunération à prévoir, et avoir donné son accord écrit.

**Article 4 :** Les notaires ne peuvent percevoir de droit de recette ou de comptabilité pour l’encaissement ou la garde des fonds et des valeurs déposés en conséquence et pour l’exécution directe d’un acte de vente ou d’emprunt passé dans leur étude.

Il est interdit aux notaires de percevoir, en raison de leurs activités, une quelconque somme en dehors de celles qui sont prévues au présent tarif relatif aux actes reçus, sous peine de restitution de la somme indûment perçue et éventuellement de sanctions disciplinaires.

Le notaire doit tenir dans son étude, à la disposition de toute personne qui en fera la demande, un exemplaire imprimé du présent arrêté**.**

**Article 5 :** Aucun émolument n’est dû pour l’acte, la copie ou l’extrait déclarés nuls ou inutiles par la faute du notaire.

**Article 6 :** Lorsqu’un acte contient plusieurs conventions dérivant ou dépendant les unes des autres, il n’est perçu d’émoluments que sur la convention principale.

Si les conventions sont indépendantes et donnent lieu à des droits distincts pour l’enregistrement, la taxe de publicité foncière ou la taxe sur la valeur ajoutée, les émoluments sont dus pour chacune d’elles même si elles sont comprises dans un seul acte.

Les actes dressés sur projets présentés par les parties donnent droit aux mêmes émoluments que s’ils sont rédigés par le notaire lui-même.

L’émolument est dû en entier pour les actes conclus sous condition suspensive ; il en est de même pour les actes imparfaits sur lesquels fait défaut la signature de l’une au moins des parties.

Dès la réalisation des conditions suspensives ou la perfection de l’acte, l’émolument est dû en entier  sous déduction de la part d’émoluments perçus sur l’acte conditionnel ou imparfait.

**Article 7 :** Avant de procéder à la signature des actes dont ils sont chargés, les notaires doivent réclamer la consignation d’une somme suffisante pour le paiement des frais, droits, débours et  émoluments.

**Article 8 :** Lors de tout apurement de compte, les notaires sont tenus de remettre aux parties, même si celles-ci ne le requièrent pas, un compte détaillé faisant ressortir distinctement par acte et séparément des autres opérations comptables :

1°- les droits de toute nature payés au Trésor,

2°- les débours (plans, documents administratifs …)

3°- les émoluments avec référence au tarif,

4°- les honoraires demandés au titre de l’article 3 ci-dessus.

Ils sont également tenus à la délivrance d’un reçu pour toutes les sommes par eux encaissées, conformément aux dispositions de l’article 85 de la loi 2007-026 du 12 décembre 2007 portant Statut du notariat.

**Article 9 :** Le droit de rétention appartient au notaire pour garantir le paiement des émoluments et honoraires ainsi que le remboursement des débours, sauf recours au juge chargé de la taxation, en cas de difficulté.

**Article 10 :** Le concours d’un ou plusieurs notaires à un acte n’en augmente pas l’émolument, sauf toutefois si l’acte est rétribué par vacations. Dans ce cas, il est dû des vacations à chaque notaire instrumentant.

Le partage des émoluments entre notaires se fait de la manière suivante :

– le notaire qui garde la minute a droit à 60% de l’émolument ;

– le ou les notaires en second ont droit à 40% qu’ils se partagent au prorata des intérêts de chacun.

**Article 11 :** Sont reçus gratuitement les actes dressés dans l’intérêt des personnes admises au bénéfice de l’assistance judiciaire.

Les actes des indigents sont reçus gratuitement par le notaire sur présentation d’un certificat d’indigence délivré par l’autorité compétente.

**Article 12 :** L’émolument de transaction rémunère la convention prévue par l’article 2044 du Code  civil dans sa rédaction valable au 26 juin 1960. Il rémunère également l’intervention du notaire qui, chargé de recevoir un acte dont la réalisation est subordonnée à la solution d’un désaccord entre les parties, les rapproche ou participe à leur rapprochement, et obtient leur accord ou participe à l’obtention de cet accord.

Il ne peut être perçu qu’à la réception de l’acte et seulement si ce dernier mentionne les points sur lesquels portait le désaccord.

Le notaire peut accorder une réduction partielle de l’émolument de transaction sans l’autorisation de la Chambre Nationale des Notaires.

Le juge chargé de la taxation peut également, compte tenu des circonstances, réduire cet émolument.
**Article 13** : Il y a négociation lorsque le notaire agissant en vertu d’un mandat écrit que lui a donné à cette fin l’une des parties, recherche un cocontractant, le découvre et le met en relation avec son mandant, soit directement, soit par l’intermédiaire du représentant du cocontractant, reçoit l’acte ou participe à sa réception.

La négociation ouvre droit à un émolument qui, sauf stipulation contraire, est à la charge de celle des parties qui supporte les frais de l’acte.

Les frais de publicité nécessaire à la recherche d’un cocontractant sont à la charge du notaire.

Cependant, le mandant peut s’obliger à les lui rembourser sur justification dans la limite d’une somme précisée dans le mandat.

Le notaire peut accorder une réduction partielle de l’émolument de négociation sans l’autorisation de la Chambre Nationale des Notaires.

Le juge chargé de la taxation peut également, compte tenu des circonstances, réduire cet émolument.

**Article 14 :** 1-Il est interdit aux notaires, sous peine de sanctions disciplinaires, de partager leurs émoluments avec un tiers ou d’accepter qu’un tiers leur remette tout ou partie de la rétribution par lui reçue à l’occasion, soit de la conclusion d’un acte, soit des pourparlers ou démarches qui ont précédé ou accompagné une convention à laquelle ils interviennent à quelque titre que ce soit.

Il est interdit aux notaires de percevoir une quelconque somme en dehors des émoluments ou débours prévus au présent tarif sous peine de restitution de la somme indûment perçue. En outre, lorsque l’infraction est intentionnelle, elle peut être punie d’interdiction temporaire d’exercer et en cas de récidive, de destitution.

2- Les notaires peuvent faire remise de la totalité des émoluments afférents à un acte déterminé ou aux différents actes reçus à l’occasion d’une même affaire.

Sous réserve des dispositions des articles 11 et 14.3**,** ils ne peuvent accorder de remise partielle sur un acte déterminé, sur l’un des actes reçus à l’occasion d’une même affaire.

Dans le cas où le notaire doit recevoir plusieurs actes à l’occasion d’une même affaire, la remise totale doit s’appliquer sur l’ensemble des actes.

3- Dans le cas où le montant des émoluments afférents à un acte déterminé serait supérieur à  100.000.000 ariary, le notaire et son client peuvent convenir d’une réduction d’émoluments pour la partie de la rémunération dépassant le seuil ainsi fixé. A défaut d’accord, le notaire instrumentaire, l’un des notaires participants ou le débiteur des émoluments peuvent saisir la Chambre Nationale des Notaires qui statue sur le principe et le montant de cette réduction.

Le bureau de la Chambre se prononce, après avoir entendu les observations des parties, dans les trente jours de la demande. Sa décision est notifiée aux intéressés par lettre recommandée avec demande d’avis de réception. Elle est susceptible de recours devant le juge chargé de la taxation dans le délai d’un mois à compter de cette notification.

Si le bureau de la Chambre Nationale des Notaires ne s’est pas prononcé dans le délai ci-dessus, la contestation est portée devant la même juridiction, sa décision n’étant pas susceptible de recours.

**Chapitre II – EMOLUMENTS**

**Article 15 :** Les émoluments des notaires pour l’établissement des actes et l’accomplissement des formalités sont proportionnels ou fixes.

**Section I – Emoluments proportionnels**

**Article 16 :** Sauf dispositions particulières figurant au tableau 1 annexé au présent arrêté, les émoluments proportionnels sont perçus sur le capital énoncé dans les actes, augmenté de la valeur des charges figurant dans lesdits actes. Le cas échéant, les émoluments proportionnels sont perçus sur la base de l’évaluation retenue pour la liquidation des droits et taxes, si cette évaluation est supérieure au capital et charges énoncés ci-dessus.

Sont considérées comme charges les sommes que les parties s’engagent à payer dans l’acte en sus du prix, ainsi que les prestations en nature qu’elles s’engagent à fournir.

Si le mode de calcul prévu au premier alinéa ci-dessus ne peut être appliqué, les émoluments sont perçus sur la valeur estimative déclarée des biens énoncés dans l’acte.

A défaut d’accord entre les parties et le notaire sur cette valeur estimative, les émoluments sont perçus sur la valeur vénale déterminée par le juge chargé de la taxation.

L’assiette de l’émolument est arrondie à l’ariary le plus proche.

**Article 17 :** Lorsque, réalisée par un seul acte, une convention porte sur des biens de nature différente mais soumis à une même tarification, l’émolument est calculé sur la valeur totale de ces biens.

Lorsqu’un acte porte sur un immeuble ou un droit immobilier et que le notaire ne se charge pas de sa transcription au livre foncier ou guichet foncier, les émoluments prévus au tableau 2 sont réduits de moitié.

**Article 18 :** Pour les mutations à titre gratuit ou à titre onéreux, l’évaluation de l’usufruit et de la nue-propriété est établie conformément aux dispositions prévues par le Code général des impôts.

Toutefois, la donation avec réserve d’usufruit au profit du donateur donne droit au même émolument que celle qui porte sur la pleine propriété.

**Article 19 :** Les émoluments proportionnels sont déterminés par le calcul du compte d’administration et l’affectation d’un coefficient qui tient compte de la nature juridique de l’acte et, le cas échéant, de ses caractéristiques spéciales et de son rôle économique.

Les émoluments proportionnels sont arrondis au millier d’ariary le plus proche.

**Article 20 :** Le compte d’administration (CA) est calculé de la façon suivante:

|  |  |
| --- | --- |
| CA1Tranche | En pourcentage |
| de 0 jusqu’à 10.000.000 ar……………………………………………. | 3 |
| de 10.000.001 ar et jusqu’à 20.000.000 ar……………… | 2,5 |
| de 20.000.001 ar et jusqu’à 40.000.000 ar……………… | 2 |
| au-delà de 40.000.000 ar…………………………………………… | 1.5 |

|  |  |
| --- | --- |
| CA2Tranche | En pourcentage |
| de 0 jusqu’à 10.000.000 ar…………………………………………. | 5 |
| au-delà de 10.000.001 ar et jusqu’à 20.000.000 ar……………… | 4 |
| au-delà de 20.000.001 ar et jusqu’à 40.000.000 ar……………… | 3,5 |
| au-delà de 40.000.000 ar……………………………………………. | 2 |

**Article 21 :** L’affectation du coefficient est indiquée au tableau 1 annexé au présent arrêté.

**Article 22 :** L’émolument proportionnel minimum est fixé à la valeur d’un émolument fixe.

**Section II – Emoluments fixes**

**Article 23 :** Les actes qui ne peuvent être rémunérés par un émolument proportionnel donnent lieu à l’attribution d’un émolument fixe.

**Article 24 :** L’émolument fixe est l’élément de minute; il est égal à soixante mille ariary (60.000 ariary).

Le tableau 2 énonce les actes soumis à un émolument fixe avec l’affectation d’un coefficient qui tient compte de la nature juridique de l’acte et, le cas échéant, de ses caractéristiques spéciales et de son rôle économique.

L’émolument de l’acte reçu en brevet doit être calculé par réduction aux deux tiers (2/3) de l’émolument fixe.

**Article 25 :** Les actes qui ne seraient mentionnés ni au tableau 1 ni au tableau 2 sont rémunérés par un émolument fixe.

**Article 26 :** Les formalités sont les opérations de toute nature, préalables ou postérieures à un acte, liées à son accomplissement et rendues nécessaires par la loi et les règlements. Leur rémunération est comprise dans l’émolument fixe ou proportionnel, sauf si elle est expressément prévue au tableau 2.

Elles ne peuvent donner lieu à l’attribution d’honoraires au titre de l’article 3.

**Section III – Emolument de vacation**

**Article 27 :** Certains actes énumérés au tableau 2 sont rémunérés par l’émolument de vacation dont le montant est égal à celui de l’émolument fixe. Ils doivent mentionner l’heure où commencent et celle où prennent fin les opérations ainsi que les interruptions.

Une vacation dure deux heures. La première vacation est dûe en entier, quelle qu’en soit la durée. Les autres vacations ne sont dûes qu’en proportion du temps réellement employé, par fraction indivisible d’une heure.

ans le cas où il est dû des frais de voyage, le temps employé au voyage ne compte pas dans le calcul des vacations.

Il ne peut être taxé plus de trois vacations par jour.

**Chapitre III – DEBOURS**

**Article 28 :** Les notaires ont droit au remboursement des sommes dûes à des tiers et payées par eux pour le compte de clients à l’occasion de leur activité professionnelle.

**Article 29 :** Ils ont droit, en outre, au remboursement de leurs frais de déplacement et des frais exceptionnels exposés par eux à la demande expresse du client à l’occasion de l’élaboration et de la rédaction d’un acte ou de l’accomplissement des formalités prévues à l’article 26 ci-dessus.

**Chapitre IV – DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 30 :** Le présent tarif sera applicable aux actes reçus à partir de la date d’entrée en vigueur du présent arrêté.

Il sera tenu à la disposition de toute personne qui en fera la demande auprès de la Chambre Nationale des Notaires ou auprès de tout notaire.

Un exemplaire en sera remis aux greffes des Cours d’Appel et des Tribunaux de Première Instance.

**Article 31 :** Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment le décret n° 64-179 du 6 mai 1964 qui fixait le tarif des notaires.

**Article 32 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République de Madagascar.

ntananarivo, le 17 octobre 2011.

**LE GARDE DES SCEAUX,**

**MINISTRE DE LA JUSTICE**

**Christine RAZANAMAHASOA RAKOTOZAFY**

**TABLEAUX ANNEXES**

**TABLEAU 1 – EMOLUMENTS PROPORTIONNELS**

Sont soumis à l’émolument proportionnel avec l’application d’un coefficient les actes suivants:

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature des actes** | **Coefficient** |
| **1 – Abandon des biens:** |  |
| a. A titre onéreux | 1CA2 |
| b. A titre gratuit ou par un héritier bénéficiaire ou légataire | 1/2CA2 |
| **2 – Abandon synallagmatique d’immeubles grevés de servitude** | 1CA2 |
| **3 – Affectation hypothécaire ou translation d’hypothèque par acte séparé** | 1CA1 |
| **4 – Attestation notariée constatant la transmission par décès ou convention matrimoniale d’immeubles ou de droits réels immobiliers** | 1/2CA1 |
| **5 – Bail à loyer: sur les loyers cumulés augmentés des charges (avec un maximum de dix fois le loyer annuel)** | 1/4CA1 |
| **6 – Bail emphytéotique: sur le montant total de la redevance convenue.  A défaut et au minimum sur le capital formé de vingt fois le loyer annuel** | 1CA1 |
| **7 – Cautionnement: sur la somme cautionnée** | 1/4CA1 |
| **8 – Cessions de biens, de parts ou d’actions de société, de droits litigieux ou de droit au bail** | 1CA1 |
| **9 – Cession de créance** | 2/3CA1 |
| **10 – Compte d’administration et compte de tutelle sur le chapitre le plus élevé des recettes et des dépenses**  | 2/3CA1 |
| **11 – Constitution de pension alimentaire et rente: sur capital formé par dix années de rente** | 1/4CA2 |
| **12 – Constitution de rente perpétuelle ou viagère: sur capital formé par vingt années de rente** | 1/4CA2 |
| **13 – Contrat de mariage (sur les apports et dot réunis)** | 1/6CA1 |
| A défaut d’apport ou dot | émolument fixe |
| **14 – Convention d’indivision** | 1/4CA1 |
| **15 – Crédit-bail (contrat de) : sur le montant de l’investissement** | 2/3CA1 |
| **16 – Crédit-bail (cession) :** |  |
| a) vente à la société de crédit-bail: |  |
| 1- Par un tiers | 1CA1 |
| 2- Par l’utilisateur | 1/3CA1 |
| b) vente à l’utilisateur: sur la valeur résiduelle de l’immeuble | 1CA1 |
| c) cession de crédit-bail: sur le montant résiduel de l’investissement | 2/3CA1 |
| **17 – Dation en paiement** | 1CA1 |
| **18 – Déclaration de succession sur l’actif brut** | 1/2CA1 |
| **19 – Délégation de créance :** | 2/3CA2 |
| a) parfaite | 2/6CA2 |
| b) imparfaite | 1/2CA2 |
| **20 – Délivrance de legs** |  |
| **21 – Dépôts d’actes sous seings privés, autres que les testaments olographes:**a) dépôt fait par toutes les parties avec reconnaissance d’écriture et de signature: émolument auquel aurait donné lieu l’acte authentique contenant la convention | 1CA1 |
| b) dépôt non fait par toutes les parties ou sans reconnaissance d’écriture et de signature | 1CA 1 |
| **22 – Distribution de deniers par contribution sur l’actif partagé** | 2/3CA2 |
| **23 – Donation entre vifs: sur la valeur des biens donnés** |  |
| a) acceptée | 1CA1 |
| b) non acceptée | 3/4CA1 |
| c) acceptation de la donation par acte séparé | 1/4CA1 |
| **24 – Donation entre époux au décès : sur l’actif recueilli en vertu de la donation** | 2/3CA1 |
| **25 – Donation-partage, partage d’ascendants ou partage testamentaire** | 1CA1 |
| **26 – Echange sur la valeur de la plus forte part** | 1CA1 |
| **27 – Gage ou nantissement (acte de): sur le montant de la créance garantie** | 1CA1 |
| **28 – Licitation amiable ou judiciaire:** |  |
| a) si l’indivision cesse: sur l’ensemble des biens licités | 2/3CA1 |
| b) dans le cas contraire: sur la part licitée | 1CA1 |
| **29 – Liquidation sur l’acte brut** | 1CA1 |
| **30 – Liquidation de reprises sur le montant des reprises** | 1/4CA2 |
| **31- Mainlevée d’inscription hypothécaire, de privilège ou de nantissement**  |  |
| a) définitive ou partielle réduisant la créance : sur le capital évalué au bordereau ou à concurrence duquel la mainlevée est consentie. | 1/4CA1 |
| b) réduisant le gage ou le nantissement: sur la valeur déclarée du bien dégrevé sans pouvoir excéder l’émolument calculé en a) | 1/4CA1 |
| c) réduisant la créance et le gage: sur la valeur déclarée du bien dégrevé sans pouvoir excéder l’émolument calculé en a) | 1/4CA1 |
| **32- Marché et devis: sur le montant du marché.** | 2/3CA1 |
| **33- Mines et carrières (bail, cession ou exploitation)** | 2/3CA1 |
| **34 – Mitoyenneté (vente de): sur le prix** | 1CA1 |
| **35- Négociation : sur le prix** | 1CA2 |
| **36- Obligation, reconnaissance de dette, ouverture de crédit ou prêt sur la dette reconnue** | 1CA1 |
| **37- Ordre amiable (avec ou sans quittance) : sur les sommes payées** | 1/4CA1 |
| **38 – Partage :** |  |
| a) Partage volontaire ou judiciaire, avec ou sans liquidation de communauté, de succession, de société ou d’association: sur l’actif brut, déduction faite des legs particuliers (l’émolument n’est perçu qu’une seule fois sur les valeurs qui figurent dans plusieurs opérations successives comprises dans un même acte) | 1CA1 |
| b) liquidation sans partage | 1/2CA1 |
| **39 – Prorogation de bail** | même honoraire que sur le bail sur les années restant à courir |
| **40 – Quittance ou compensation** | 1/4CA1 |
| **41 – Règlement d’indemnité par suite d’expropriation** | 1CA2 |
| **42 – Renonciation à un droit d’usufruit: sur la valeur de l’usufruit** | 1CA1 |
| **43 – Résiliation ou résolution de bail: sur les années restant à courir** | moitié des émoluments de bail |
| **44 – Résiliation ou résolution de vente** | 1/2CA1 |
| **45 – Société** |  |
| **A. Constitution, augmentation de capital ou fusion:** | 1/4CA1 |
| - sur le montant des apports en nature d’immeubles ou de fonds de commerce | 1CA1 |
| **B. Déclaration de souscription du capital social** |  |
| a. Si l’acte de société a été reçu dans l’étude et a supportéun émolument proportionnel | émolument fixe |
| b. Dans le cas contraire | 1CA1 |
| **C. Réduction de capital:** | mêmes émoluments prévus au § A |
| **D. Transformation de société:** | moitie  émoluments  prévus au § A. |
| **E. Dissolution de société** |  |
| a) Sans liquidation : | émolument fixe |
| b) Avec liquidation: | mêmes émoluments prévus au § A |
| **46 -Testament:** |  |
| a) rédaction | voir tableau 2 |
| b) au décès: |  |
| **1- testament authentique ou public et adoption testamentaire** |  |
| Sur l’actif reçu |  |
| - entre époux ou en ligne directe | 1CA1 |
| - en ligne collatérale ou entre étrangers | 1,33 CA1 |
| **2- testament olographe** | moitié de l’émolument perçu en cas de testament authentique |
| **47 -Transaction (émolument de) prévu à l’article 12** | double de l’émolument principal |
| **48 – Vente amiable :** |  |
| a) de fond de commerce : sur le prix du fonds et des marchandises | 1CA1 |
| b) d’immeubles ou parts de société immobilières | 1 CA1 |
| c) d’immeubles sous le régime du certificat foncier | 1/2 CA1 |
| d) de meubles meublants | 1 CA1 |
| **49- Vente par adjudication amiable:** |  |
| a) de fond de commerce : sur le prix du fonds et des marchandises | 2 CA1 |
| b) d’immeubles ou parts de société immobilières | 2 CA1 |
| c) d’immeubles sous le régime du certificat foncier | 1 CA1 |
| d) de meubles meublants | 2 CA1 |
| **50 – Vente par adjudication judiciaire** | même émolument que pour l’adjudication amiable |
| **51 – Warrant agricole** | 1/2CA1 |

**TABLEAU 2 – EMOLUMENTS FIXES**

Les actes suivants sont rémunérés:

– soit par un émolument fixe avec l’application d’un coefficient ;

– soit par vacation ;

|  |  |
| --- | --- |
| **Nature des actes** | **Coefficient** |
| **1 – Abandon par acte unilatéral d’immeuble grevé de servitude ou de quotité disponible** | 1 |
| **2 – Abandon de mitoyenneté** | 1 |
| **3 – Acceptation d’abandon** | 1 |
| **4 – Acceptation de communauté, de délégation de nantissement, de succession et toutes autres que celles déjà tarifées** | 1 |
| **5 – Acceptation de donations et legs** | 1 |
| **6 – Acceptation de remploi** | 1 |
| **7 – Acceptation de transport (créance, droits litigieux, droits successoraux, etc.)** | 1 |
| **8 – Acte complémentaire, interprétatif, rectificatif** | 1/2 |
| **9 – Acte imparfait: pour chaque acte** | 1/2 |
| **10 – Acte innommé** | 1 |
| **11 – Antichrèse : pour chaque acte** | 1 |
| **12 – Atermoiements** | 1 |
| **13 – Autorisation (en général)** | 1/2 |
| **14 – Cahier des charges d’adjudication** | 4 |
| **15 – Certificat de propriété**  | 1 |
| **16 – Compromis.** | 4 |
| **17 – Compulsoire** | 1 |
| **18 – Consentement (en général)** | 1/2 |
| **19 – Consignation à la caisse des dépôts (trésor)** | 1 |
| **20 – Décharges (en général)** | 1/2 |
| **21 – Déclaration pure et simple** | 1/2 |
| **22 – Déclaration de command** | 1 |
| **23 – Déclaration d’hypothèque** | 1 |
| **24 – Désaveu de paternité** | 1 |
| **25 – Désistement (en général)** | 1 |
| **26 – Donation entre époux: lors de la rédaction de chaque donation** | 3 |
| **27 – Election de domicile (ou changement d’élection de domicile)** | 1/2 |
| **28 – Inventaire** | émolument de vacation |
| **29 – Nomination (de conseil, d’exécuteur testamentaire, de séquestre, gardien, etc)** | 1/2 |
| **30 – Notoriété** | 1,5 |
| **31 – Ouverture de coffre-fort (procès-verbal de)** | émolument de vacation |
| **32 – Procès-verbal d’ouverture ou d’approbation de liquidation ou de difficulté** | 1 |
| **33 – Procuration générale ou particulière** | 1 |
| **34 – Prorogation de société** | 1 |
| **35 – Ratification** | 1 |
| **36 – Récépissé du compte de tutelle** | 1 |
| **37 – Reconnaissance d’enfant naturel** | 1 |
| **38 – Règlement de copropriété: par lot (avec un minimum de 5 émoluments fixes)** | 1 |
| **39 – Renonciations (en général)** | 1/2 |
| **40 – Résolution de contrat de mariage** | 1 |
| **41 – Rôle (émolument de rôle), par feuille d’expédition ou de copie exécutoire** | 1/2 |
| **42 – Rétablissement de communauté ou réconciliation entre époux séparés.** | 2 |
| **43 – Révocations (en général)** | 1/2 |
| **44 – Substitution de pouvoirs** | 1/2 |
| **45 – Testament authentique ou public:** |  |
| a) rédigé à l’étude | 3 |
| b) rédigé hors de l’étude | 3 |
| c) rédigé la nuit hors de l’étude | 4 |
| **46 – Testament mystique (acte de dépôt)** |  |
| a) rédigé à l’étude | 3 |
| b) rédigé hors de l’étude | 2 |
| c) rédigé la nuit hors de l’étude | 3 |
| **47 – Transport devant le juge ou au greffe lorsque le notaire en est requis** | émolument de vacation |
| **48 – Transport chez un client pour régulariser un acte**  | émolument de vacation |
| **49 – Tuteur (nomination de)** | 1 |
| **50 – Vacation (émolument de): par fraction de 2 heures** | 1 |